

SYNDICALISTES DEBOUT!



spécial 52^e congrès

Lettre d'information et de réflexion d'Info'Com-CGT

numéro

Mercredi 19 décembre 2018

4

Une publication
Info'Com-CGT

La CGT des salariés de l'information
et de la communication

Affiche

<https://goo.gl/SLUDZF>



GILET DE SAUVETAGE CGT, MODE D'EMPLOI



**SYNDICALISTES
DEBOUT !**

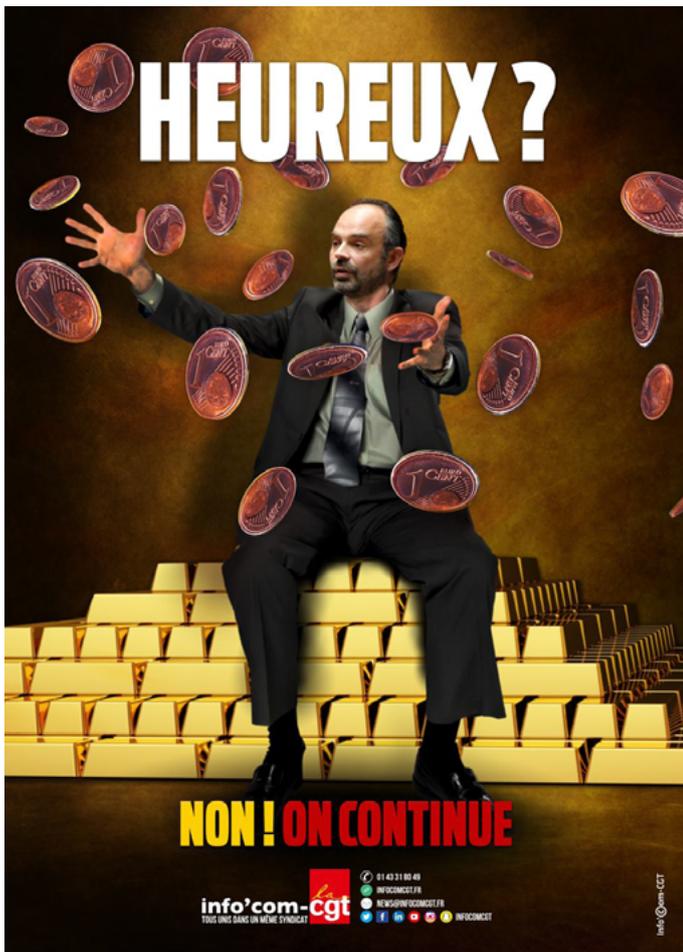
Lettre d'information
et de réflexion d'Info'Com-CGT

4, avenue Guyton-de-Morveau / 75013 Paris
courriel : news@infocomcgt.fr

Le mouvement des Gilets Jaunes a placé la question sociale au centre de l'actualité. Il encourage l'action revendicative collective sur le pouvoir d'achat, les salaires, l'impôt démocratique, la démocratie directe. Un salutaire rebond doit être enclenché par notre syndicalisme grâce à la force propulsive qui vient d'apparaître.

spécial 52^e congrès de la CGT





Affiche
<https://goo.gl/ntwaHe>

richesses et des valeurs. Les règles, lois et décrets se sont mis au service du capital financier. L'État n'est pas un arbitre entre les classes, tel qu'il pouvait apparaître sous cette forme illusoire après-Guerre. La fusion entre Finance et État est accomplie, et parachevée par le régime Macron. Une preuve formelle en est apportée par ce qu'il est convenu d'appeler le « dialogue social ». Feinte de balayeur maniée depuis Hollande, le prétendu dialogue social est un décor pour obtenir l'aval des syndicats, rebaptisés « partenaires sociaux », à l'égard du vol des richesses par le capital financier. Le dialogue social ainsi nommé se distingue en tous points d'une négociation, il est organisé au profit du Medef et de la Finance pour obtenir le calme nécessaire à la régression sociale programmée.

Le syndicalisme décide d'agir au service des besoins exprimés, en rupture avec l'institutionnalisation encouragée par l'État.

1. RÉINTÉGRER LA RÉALITÉ SOCIALE

Une bonne partie du peuple est en mode survie.

Le grand crash financier de 2008 a accéléré l'appauvrissement des plus pauvres et l'enrichissement des plus riches. Les organismes financier ont obtenu des États, dont la France, qu'ils fassent payer la dette des banques au peuple. Le remboursement d'une dette qualifiée de « publique » est devenu l'objet d'une austérité permanente, inscrite dans la Constitution.

La fiscalité est détournée en un instrument du pillage financier :

- 52,5 milliards, tel est l'impôt prélevé de 2010 à 2017 sur les ménages (foyers fiscaux). Rien de plus sur les entreprises pendant la même période ;

- 39 milliards sans contrepartie, le crédit impôt compétitivité emploi (CICE) est doublé en 2019 ;
- 23,9 % en 2018, 32,5 % en 2000, l'impôt sur les bénéfices des entreprises a baissé.

Les salaires et pensions sont bloqués et régressent sur fond de précarité généralisée et de remise en cause du principe même du SMIC et de la rémunération sous forme de salaire.

Le syndicalisme décide de redevenir tout entier celui de la feuille de paie.

2. RÉTABLIR LA VÉRITÉ SUR L'ÉTAT

L'État, en 2019, est l'outil par lequel le profit financier établit son pillage des

3. CONTRE LE CAPITAL FINANCIER, PASSER DE LA DÉNONCIATION À LA LIBÉRATION

Il est bien établi pour tous les syndicalistes que la moitié des profits vient du secteur financier, finance, assurance, immobilier. De nombreuses firmes industrielles tirent une part croissante des profits de leurs activités financières.

Les firmes de taille mondiale, comme les Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft (GAFAM), ont porté la capitalisation boursière à des hauteurs inédites. Ce règne implique une dictature sur le Travail pour lui imposer un processus permanent de recul, ou au mieux de stagnation, sans même l'espoir de répit pendant les périodes dites de croissance. Avec le capital financier, il n'y a pas de loi de retour à une normalité sociale civilisée.



